

18 août 1977 - Seul le prononcé fait foi Télécharger le .pdf

ENTRETIEN DE M. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE AVEC LES JOURNALISTES DANS LA MEUSE, JEUDI 18 AOUT 1977

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, POURQUOI AVEZ-VOUS CHOISI LA MEUSE, OU LES EXPLOITATIONS SONT D'UNE TAILLE SUPERIEURE A LA MOYENNE NATIONALE, ET OU LES PROBLEMES AGRICOLES SEMBLENT MOINS AIGUS QUE DANS D'AUTRES REGIONS ? LE PRESIDENT.- D'ABORD POURQUOI CE DEPLACEMENT AGRICOLE ? C'EST POUR RAPPELLER QU'AU MOIS D'AOUT, QUI EST UNE PERIODE DE VACANCES POUR UN GRAND NOMBRE DE FRANCAIS, LES AGRICULTEURS FRANCAIS SONT AU TRAVAIL. ILS SONT AU TRAVAIL, NOTAMMENT, CETTE ANNEE, EN-RAISON DU CLIMAT DU PRINTEMPS, QUI FAIT QUE, DANS CERTAINES REGIONS, LES MOISSONS VIENNENT A PEINE DE S'ACHEVER OU NE SONT PAS ENCORE TERMINEES. ET C'EST LE CAS, PAR EXEMPLE, DANS LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE. C'EST ENSUITE POUR SOULIGNER L'IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE FRANCAISE DANS NOTRE CONJONCTURE NATIONALE. IL FAUT SAVOIR, EN EFFET, LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE `PIERRE MEHAIGNERIE` L'A RAPPELE HIER AU CONSEIL DES MINISTRES, QUE LA FRANCE VIENT DE TRAVERSER TROIS ANNEES DIFFICILES POUR SON AGRICULTURE. PENDANT LES TROIS DERNIERES ANNEES, EN EFFET, LA PRODUCTION AGRICOLE A, SOIT STAGNE, SOIT DIMINUE, ET LE REVENU DE L'AGRICULTURE N'A PU ETRE MAINTENU A SON NIVEAU ANTERIEUR QUE GRACE-AUX AIDES MISES EN PLACE EN 1975 ET EN 1976. MAIS S'IL N'Y AVAIT PAS EU CET EFFORT SUPPLEMENTAIRE, LE REVENU AGRICOLE AURAIT DIMINUE AU-COURS DES DERNIERES ANNEES, ET IL FAUT DONC SE RENDRE COMPTE QUE CES DIFFICULTES DE L'AGRICULTURE ONT PESE SUR LA CONJONCTURE DE LA FRANCE ENTRE 1974 ET 1976

`REPONSE` POUR 1977, NOUS REVENONS A UNE SITUATION NORMALE. LA PRODUCTION AGRICOLE DE 1977 SERA SUPERIEURE EN VOLUME A CELLE DE 1976, ET LES PRIX SERONT EGALEMENT PLUS REMUNERATEURS, DANS L'ENSEMBLE, QU'EN 1976, SI BIEN QU'IL Y AURA A NOUVEAU UNE PROGRESSION DU REVENU DE L'AGRICULTURE. EN MEME TEMPS, CE RETOUR A LA NORMALE DE LA PRODUCTION AGRICOLE FRANCAISE AURA DES CONSEQUENCES POSITIVES SUR LA BALANCE DE NOS ECHANGES. VOUS SAVEZ QUE NOUS NOUS ETIONS FIXE COMME OBJECTIF UN EXCEDENT D'EXPORTATIONS AGRICOLES POUR LA FRANCE DE 20 MILLIARDS DE FRANCS EN 1980. POUR VOUS SITUER L'ORDRE DE GRANDEUR, VOUS SAVEZ QUE NOTRE FACTURE PETROLIERE EST PLAFONNEE EN 1977 A 55 MILLIARDS DE FRANCS. DONC, SI L'AGRICULTURE FRANCAISE ENREGISTRAIT UN SURPLUS DE 20 MILLIARDS DE FRANCS, ELLE FINANCERAIT ENTRE LE TIERS ET LA MOITIE DE NOTRE FACTURE PETROLIERE. OR, L'EVOLUTION, AU-COURS DES DERNIERES ANNEES N'A PAS ETE FAVORABLE : DU FAIT DE LA SECHERESSE, L'EXCEDENT COMMERCIAL AGRICOLE DE LA FRANCE A DIMINUE SENSIBLEMENT, EN 1976 ET, EN 1977, NOUS ATTEINDRONS TOUT JUSTE L'EQUILIBRE. LE PREMIER SEMESTRE, QUI ETAIT MARQUE ENCORE PAR LES PERTES D'EXPORTATIONS DUES A LA SECHERESSE, A CONNU UN DEFICIT DE NOS ECHANGES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES: MOINS 2 MILLIARDS ET DEMI DE FRANCS ENVIRON. PAR CONTRE, LE DEUXIEME SEMESTRE SERA UN SEMESTRE D'EXCEDENT : NOUS POUVONS NOUS ATTENDRE A UN EXCEDENT COMPRIS ENTRE 2 MILLIARDS ET DEMI ET TROIS MILLIARDS DE FRANCS ET DONT NOUS RATTRAPERONS, AU-COURS DU SECOND SEMESTRE, LE

DEFICIT DU PREMIER. ET NOUS POURRONS REPRENDRE ENSUITE NOTRE MARCHE EN AVANT, POUR ALLER VERS CET OBJECTIF D'UN EXCEDENT DE L'ORDRE_DE_GRANDEUR DE 20 MILLIARDS DE FRANCS QUI AVAIT ETE FIXE PAR LE VIIEME PLAN

`REPONSE` ALORS, VOUS ME DITES: POURQUOI LA MEUSE? D'ABORD PARCE QUE LA MEUSE EST UN DEPARTEMENT DANS LEQUEL L'AGRICULTURE JOUE UN ROLE CONSIDERABLE, POUR CE QUI EST A LA FOIS DE L'ACTIVITE ET DE L'EMPLOI. ENSUITE, PARCE QUE LA MEUSE REPRESENTE UN EXEMPLE ASSEZ TYPIQUE DE L'AGRICULTURE FRANCAISE, AVEC A LA FOIS DES PRODUCTIONS CEREALIERES, ET DES PRODUCTIONS ANIMALES DIVERSIFIEES, UNE ORGANISATION DES COLLECTES ET DES TRANSFORMATIONS PARTICULIEREMENT EN-MATIERE DE PRODUITS LAITIERS, ET DONC UN EXEMPLE DE CE QU'EST L'AGRICULTURE FRANCAISE. VOUS M'AVEZ DIT: "LES EXPLOITATIONS AGRICOLES Y SONT PLUS GRANDES QU'AILLEURS". IL FAUT SAVOIR QUE LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE EST UN DEPARTEMENT QUI AVAIT FAIT UN TRES GRAND EFFORT D'ORGANISATION ET DE DEVELOPPEMENT DE SON AGRICULTURE ET QU'ON RAPPELAIT, DANS LES RAPPORTS QUI AVAIENT ETE FAITS IL Y A QUELQUES ANNEES, QUE LA MEUSE AVAIT SANS DOUTE 10 ANS D'AVANCE SUR D'AUTRES REGIONS D'EUROPE POUR CE QUI EST DE SES STRUCTURES AGRICOLES. MAIS DEPUIS, LE PROGRES A ETE RALENTI : IL Y A DONC UN CERTAIN NOMBRE DE PROBLEMES QUI ONT ETE EXPOSES PAR LES ELUS ET LES REPRESENTANTS PROFESSIONNELS DE L'AGRICULTURE MEUSIENNE & CES PROBLEMES RECEVRONT DES SOLUTIONS TELLES QUE MONSIEUR MEHAIGNERIE A PU LES EXPOSER. ENFIN, RAISON SUPPLEMENTAIRE, C'EST QUE JE M'EN TIENS A LA REGLE QUI CONSISTE A TENIR LES PROMESSES. JE SUIS VENU DANS LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE EN 1976 A L'OCCASION DE L'ANNIVERSAIRE DE LA COMMEMORATION DE LA BATAILLE DE VERDUN, VOUS VOUS EN SOUVENEZ, ET J'AVAIS INDIQUE, M. LE SENATEUR, QUE JE REVIENDRAI POUR EXAMINER LES PROBLEMES SPECIFIQUEMENT MEUSIENS. TELLES SONT DONC LES RAISONS POUR LESQUELLES J'AI CHOISI A LA FOIS UN DEPARTEMENT AGRICOLE TYPIQUE ET EN MEME TEMPS LA MEUSE OU J'AVAIS PROMIS DE REVENIR

_١

QUESTION.- M. LE PRESIDENT, IL SEMBLE QUE LA PLUPART DES ORGANISATIONS AGRICOLES AFFIRMENT QUE L'AUGMENTATION DU REVENU DES AGRICULTEURS SERA INSUFFISANT. OR, VOTRE PREMIER MINISTRE, M. RAYMOND BARRE, A DECLARE QUE, EN CETTE MATIERE, LE GOUVERNEMENT AVAIT FAIT LE MAXIMUM. ALORS L'AUGMENTATION DU REVENU DES AGRICULTEURS ? LE PRESIDENT.- IL Y A DANS VOTRE QUESTION DEUX CHOSES. LA PREMIERE, C'EST DE SAVOIR QUEL SERA LE REVENU DES AGRICULTEURS EN 1977. NATURELLEMENT, ON NE PEUT REPONDRE A CETTE QUESTION QUE LORSQUE LES RECOLTES SONT COMPLETEMENT ACHEVEES ET CONNUES, ET C'EST POURQUOI LE PREMIER MINISTRE A INDIQUE AUX DIRIGEANTS DES GRANDES ORGANISATIONS AGRICOLES, DIRIGEANTS QUE J'AI EU LE PLAISIR DE RENCONTRER CE MATIN DANS LA MEUSE ET QUE J'AI RETROUVES D'AILLEURS TOUT A L'HEURE, QUE LE POINT SERAIT FAIT AVEC EUX A LA FIN DE L'AUTOMNE, C'EST-A-DIRE VRAISEMBLABLEMENT AU MOIS DE NOVEMBRE LORSQU'ON CONNAITRA LA SITUATION COMPLETE DES RECOLTES DE 1977 ET QUE L'ON S'ASSURERA QUE LES PREVISIONS QUI ONT ETE FAITES SONT CONFIRMEES PAR LES FAITS. SI AU CONTRAIRE IL Y AVAIT DES DIFFERENCES, IL APPARTIENDRAIT AU GOUVERNEMENT D'EXAMINER LES MESURES A PRENDRE A CET EGARD & JE VOUS INDIQUE QU'IL Y A UN SUJET SUR LEQUEL LA REFLEXION SE POURSUIVRA AVEC LES ORGANISATIONS AGRICOLES: C'EST CE QU'ON APPELLE LA REDUCTION DES MONTANTS COMPENSATOIRES. CETTE REDUCTION DES MONTANTS COMPENSATOIRES, QUI A ETE AMORCEE D'AILLEURS LORS DE LA DERNIERE FIXATION DES PRIX A BRUXELLES ET QUI A PU ETRE COMPLETEE RECEMMENT PAR DES DECISIONS TECHNIQUES OBTENUES PAR LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE EST UN DES MOYENS OLI DEDMET D'AMEI IODED LA COMPETITIVITE DES DRODILITS AGRICOLES

MOTERO GOTTERMET D'AMELIORER LA GOME ETHINTE DEGTRODOTTO AGRICOLEG

FRANCAIS 'POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE 'PAC'

_١

QUESTION.- M. LE PRESIDENT, JE SUPPOSE QUE, DANS CETTE REGION OU VOUS AVEZ ETUDIE LE PROBLEME DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES, LA SOLUTION DU PROBLEME DU REVENU AGRICOLE PASSE EN PARTIE PAR LA SOLUTION DE CE PROBLEME. ALORS, EST-CE QUE VOUS AVEZ L'INTENTION D'INTENSIFIER LES EFFORTS EGALEMENT EN LA MATIERE ? LE PRESIDENT.- D'ABORD, VOUS SAVEZ QUE C'EST UN THEME AUQUEL JE ME SUIS ATTACHE DEPUIS MON ELECTION A LA PRESIDENCE. UN EFFORT CONSIDERABLE A ETE FAIT POUR AMELIORER LA PRODUCTION AGRICOLE DE LA FRANCE, ET A CET EGARD LES AGRICULTEURS ONT ACCOMPLI EN 15 ANS UN TRAVAIL CONSIDERABLE. IL RESTE, POUR POURSUIVRE LE DEVELOPPEMENT DU REVENU, A LA FOIS INDIVIDUEL ET COLLECTIF, AGRICOLE, A ASSURER LA VALORISATION PAR LA TRANSFORMATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE. C'EST POURQUOI J'AVAIS, VOUS VOUS EN SOUVENEZ, DESIGNE UN RESPONSABLE GOUVERNEMENTAL POUR S'OCCUPER DE CE PROBLEME 'JEAN TIBERI ' SECRETAIRE D ETAT AUX INDUSTRIES ALIMENTAIRES`. UN NOUVEAU RESPONSABLE A PRIS SES FONCTIONS IL Y A QUELQUES SEMAINES 'JACQUES BLANC ' SECRETAIRE D ETAT A L'AGRICULTURE', ET CECI RESTE UN THEME FONDAMENTAL DE NOTRE POLITIQUE. LES REPRESENTANTS DE LA MEUSE, D'AILLEURS, ONT SOULIGNE L'IMPORTANCE QU'ILS ATTACHAIENT EUX-MEMES A LA VALORISATION SUR PLACE D'UN CERTAIN NOMBRE DE LEURS PRODUITS : TEL EST LE CAS EN CE QUI CONCERNE LA PRODUCTION LAITIERE PAR EXEMPLE. ET C'EST EN-PARTICULIER CE QUE NOUS AVONS VU DANS L'USINE DE LACTO-SERUM `ENTREPRISE` CE MATIN. MAIS IL Y A ENCORE DES DERIVES DU LAIT QUI PEUVENT ETRE VALORISES, ET SI JE PRENDS LE CAS DES PRODUCTIONS ANIMALES, CES PRODUCTIONS SONT PRATIQUEMENT VENDUES EN L ETAT DANS UN DEPARTEMENT D'ELEVAGE COMME CELUI-CI, ALORS QU'ON POURRAIT IMAGINER AU CONTRAIRE UNE CERTAINE VALORISATION SUR PLACE. IL EN VA DE MEME DE LA FORET, QUI EST UNE GRANDE RESSOURCE MEUSIENNE ET DONT LES PRODUITS SONT TRES FREQUEMMENT VENDUS OU COMMERCIALISES, AUSSITOT, DANS L ETAT DE L'ABATTAGE, ALORS QU'ON POURRAIT LA AUSSI DEVELOPPER LA TRANSFORMATION

-\

- `REPONSE` JE CROIS QUE LE THEME DU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE FRANCAISE EST UN DES GRANDS THEMES A RETENIR POUR NOTRE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES PROCHAINES ANNEES. JE VOUS RAPPELLE D'AILLEURS QUE CETTE INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE, A L'HEURE ACTUELLE, EST UNE DES PLUS IMPORTANTES DE NOS INDUSTRIES, MEMES SI ELLE EST ASSEZ DISPERSEE ET QU'ELLE EMPLOIE PLUS DE 600.000 TRAVAILLEURS.
- QUESTION.- M. LE PRESIDENT, JE VOUDRAIS VOUS POSER UNE QUESTION UN PEU POLITIQUE PEUT-ETRE : LE PARTI SOCIALISTE RECEMMENT, SOUS LA PLUME DE M. JOXE, A FAIT UN IMPORTANT RAPPORT SUR LA MANIERE DONT ON POURRAIT TRANSFORMER L'AGRICULTURE FRANCAISE, JE PENSE QUE VOUS L'AVEZ SANS DOUTE LU, ET JE VOUDRAIS AVOIR VOTRE SENTIMENT SUR CE PROGRAMME ? LE PRESIDENT.- JE NE VOUDRAIS PAS VOUS FAIRE DE LA PEINE, MAIS JE NE L'AI PAS LU

_\

`REPONSE` JE VAIS DIRE, PAR CONTRE, COMMENT NOUS ENVISAGEONS LA POURSUITE DU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE FRANCAISE. D'ABORD, C'EST ESSENTIELLEMENT A-PARTIR DE L'EXPLOITATION FAMILIALE MODERNE. CECI POUR DES RAISONS QUI TOUCHENT A L'ORGANISATION MEME DE LA SOCIETE FRANCAISE. UNE QUESTION A ETE POSEE TOUT A L'HEURE SUR LA TAILLE DES EXPLOITATIONS : IL FAUT SAVOIR QUE LES EXPLOITATIONS EN MEUSE SONT DES EXPLOITATIONS FAMILIALES. MAIS NATURELLEMENT L'EXPLOITATION FAMILIALE DOIT ATTEINDRE UNE DIMENSION QUI PERMET A LA FAMILLE D'Y VIVRE DANS DES CONDITIONS MODERNES ET D'ASSURER

L'EDUCATION DES ENFANTS DANS DES CONDITIONS QUI SONT COMPARABLES A CELLES DES AUTRES CATEGORIES PROFESSIONNELLES ET SOCIALES EN FRANCE. ENSUITE, A-PARTIR DE CETTE EXPLOITATION FAMILIALE, LA TRANSFORMATION DES PRODUITS DOIT SE FAIRE PAR LES DEUX GRANDS SECTEURS : LE SECTEUR COOPERATIF, TRES DEVELOPPE D'AILLEURS DANS LA MEUSE, ET LE SECTEUR INDUSTRIEL, QUI COEXISTE AVEC CE SECTEUR COOPERATIF. POUR CE QUI EST DE LA POLITIQUE FONCIERE, NOUS POURSUIVONS LA POLITIQUE D'AMELIORATION FONCIERE DE L'AGRICULTURE, QU'IL EST NECESSAIRE DE POURSUIVRE MAIS QU'IL FAUT POURSUIVRE PAR DES VOIES LIBERALES ORGANISEES, TELLES QUE PAR EXEMPLE LE PERFECTIONNEMENT DU ROLE DES SAFER OU L'EXAMEN DES CONDITIONS DANS LESQUELLES L'EXPLOITATION FAMILIALE POURRAIT ETRE PLUS AISEMENT TRANSMISE PAR L'EXPLOITANT A SES ENFANTS LORSQUE CEUX-CI VEULENT POURSUIVRE LE TRAVAIL DANS L'AGRICULTURE

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EN ARRIVANT TOUT A L'HEURE, EST-CE QUE VOUS AVEZ SIMPLEMENT ENTENDU LES REVENDICATIONS OU EST-CE QUE VOUS AVEZ PROPOSE DES MESURES ? LE PRESIDENT.- NOUS AVONS ENTENDU DE TRES INTERESSANTES COMMUNICATIONS. JE VOUDRAIS VOUS RAPPELER QUE CE QU'ON DISAIT TOUJOURS, OU FREQUEMMENT, EN FRANCE, C'EST QUE LA FACON D'ETRE ENTENDU DES POUVOIRS PUBLICS CONSISTAIT A ORGANISER ICI OU LA QUELQUES MANIFESTATIONS DE DESORDRE, ET QUE C'ETAIT DANS CE CAS-LA QUE L'ON ATTIRAIT L'ATTENTION. EH BIEN, VOUS AVEZ VU QUE NOUS SOMMES VENUS, AVEC LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE 'PIERRE MEHAIGNERIE', VOIR LA MEUSE DE NOTRE PROPRE INITIATIVE. ET, DONC, CETTE MAUVAISE ET ANCIENNE TRADITION SELON LAQUELLE LES PROBLEMES N'ETAIENT TRAITES OU EVOQUES QU'A L'OCCASION DE SITUATION DE DESORDRE, CETTE TRADITION, HEUREUSEMENT, EST ROMPUE. ALORS, NOUS AVONS ENTENDU DES EXPOSES DANS LESQUELS, NATURELLEMENT, IL Y AVAIT DES PARTIES CRITIQUES, CAR LA SITUATION DE L'AGRICULTURE POSE DES PROBLEMES ET CES PROBLEMES DOIVENT ETRE EXPOSES & DANS LESQUELS IL Y AVAIT AUSSI DES PROPOSITIONS £ ET DANS LESQUELS IL Y AVAIT, AVEC BEAUCOUP D'OBJECTIVITE, LA CONSTATATION D'UN CERTAIN NOMBRE DE PROGRES, D'UN CERTAIN NOMBRE DE RESULTATS, QUI ONT ETE OBTENUS GRACE-A L'ACTION DU GOUVERNEMENT OU DES **ADMINISTRATIONS**

-\

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, QUE PENSEZ-VOUS DES DIFFICULTES QU'ENTRAINERONT POUR L'AGRICULTURE FRANCAISE L'ENTREE DE L'ESPAGNE DANS LE MARCHE_COMMUN `CEE` ? LE PRESIDENT.- CE PROBLEME N'A PAS ETE DIRECTEMENT EVOQUE PUISQUE NOUS SOMMES DANS UNE REGION QUI N'EST PAS UNE REGION DE PRODUCTIONS DITES MEDITERRANEENNES. MAIS J'EN DIRAI UN MOT. D'ABORD, PREMIER POINT, L'IMPORTANCE POUR L'AGRICULTURE FRANCAISE DE L'EXISTENCE DU MARCHE COMMUN 'POLITIQUE AGRICOLE 'PAC' AGRICOLE. ON A VU RECEMMENT, A L'OCCASION DE TEL OU TEL PROBLEME, S'EXPRIMER DES POINTS DE VUE DIVERGENTS SUR L'EUROPE. MAIS JE VOUS RAPPELLE QUE LE MARCHE COMMUN AGRICOLE REPRESENTE POUR L'AGRICULTURE FRANCAISE UNE NECESSITE FONDAMENTALE. NOUS ALLONS RETROUVER EN 1977 UN NIVEAU NORMAL DE PRODUCTIONS CEREALIERES, C'EST-A-DIRE UNE COLLECTE QUI SERA SENSIBLEMENT SUPERIEURE A CELLE DE L'ANNEE DERNIERE, ET IL FAUT SAVOIR QUE NOS EXCEDENTS SERONT VENDUS SUR LE MARCHE COMMUN A UN PRIX QUI SERA, COMME ORDRE DE GRANDEUR, LE DOUBLE DE CE QUE NOUS OBTIENDRIONS SUR LE MARCHE MONDIAL. SI BIEN QUE, POUR L'AGRICULTURE FRANCAISE, LA SORTIE OU LA DISLOCATION DU MARCHE COMMUN REPRESENTERAIT UNE PERTE D'EXPORTATIONS ET DE REVENUS QUI SERAIT POUR ELLE, A MON AVIS, MORTELLE. ALORS, CONCERNANT LES CANDIDATURES, JE VOUS RAPPELLE QUE NOUS AVONS INDIQUE QUE NOUS NE POURRIONS, EN CE QUI NOUS CONCERNE,

ETUDIER CES CANDIDATURES QUE DANS_LA MESURE OU LES REGLEMENTS AGRICOLES CONCERNANT LES PRODUCTIONS MEDITERRANEENNES AURAIENT ETE REVISEES AU PREALABLE. IL FAUT DIRE QUE LA REVISION DE CES REGLEMENTS EST DE TOUTE FACON NECESSAIRE CAR LES PRODUCTIONS DU SUD DE L'EUROPE NE BENEFICIENT PAS A L'HEURE ACTUELLE DE LA MEME ORGANISATION ET DU MEME SOUTIEN QUE LES PRODUCTIONS QUE JE QUALIFIERAI DE NORDISTES. ET IL EST NORMAL, DE TOUTE MANIERE, QUE CES PRODUCTIONS SOIENT MIEUX ORGANISEES ET MIEUX SOUTENUES, MAIS IL FAUT EGALEMENT QUE LE REGLEMENT SOIT TEL QU'ELLES NE PUISSENT PAS SOUFFRIR DE LA CONCURRENCE D'ECONOMIES QUI NE SUPPORTERAIENT PAS LE MEME POIDS DE CHARGES SALARIALES OU QUI NE BENEFICIERAIENT PAS DE LA MEME ORGANISATION SOCIALE

-\

`POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE ` PAC` QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, CELA VEUT-IL DIRE QUE L'AMELIORATION DES REGLEMENTS COMMUNAUTAIRES EST UN PREALABLE A L'ENTREE DES PAYS DU SUD DE LA MEDITERRANEE. LE PRESIDENT.- NOUS NOUS SOMMES EXPRIMES TRES CLAIREMENT SUR CE POINT. NOUS AVONS INDIQUE QUE LA DEFINITION DE CES NOUVEAUX REGLEMENTS DEVRAIT EN EFFET ETRE DECIDEE AVANT QU'IL NE PUISSE Y AVOIR L'ENTREE DE NOUVEAUX MEMBRES

-۱

VOILA, EST-CE QU'IL Y A D'AUTRES QUESTIONS ? QUESTION.- C'EST UNE QUESTION UN PETIT PEU TECHNIQUE. LE PRESIDENT.- ALORS M. MEHAIGNERIE VA VOUS REPONDRE. QUESTION.- LA TAXE DE CO-RESPONSABILITE VA RENTRER EN APPLICATION EN SEPTEMBRE. CELA SEMBLE SOULEVER PAS MAL DE REMOUS DANS NOS CAMPAGNES, ET NOTAMMENT DANS L'OUEST, ET CERTAINS SE DEMANDENT CE QUI ARRIVERAIT SI L'ON ETABLISSAIT CETTE TAXE A LA RENTREE ? M. MEHAIGNERIE.- LE PRINCIPE DE CETTE TAXE A ETE DECIDE IL Y A 18 MOIS. NOUS SERONS FIDELES A NOS ENGAGEMENTS COMMUNAUTAIRES PARCE QUE C'EST NOTRE INTERET, PARCE QUE NOUS NE VOULONS PAS DE GEL DU PRIX DU LAIT, ET PARCE QUE NOUS VOULONS UNE EVOLUTION DU PRIX DU LAIT EN-FONCTION DES COUTS DE PRODUCTION. NOUS PENSONS QUE CETTE TAXE DE CO-RESPONSABILITE, QUI ETAIT UN CHOIX ENTRE D'AUTRES MAUX, ETAIT LE MOINDRE MAL ET QU'ELLE DOIT PERMETTRE, POUR LE LONG TERME, UNE EVOLUTION DEFINITIVE DES EXPORTATIONS VERS LES PAYS TIERS ET UN ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE 'CEE' A EXPORTER LES PRODUITS LAITIERS VERS LES PAYS TIERS. IL Y A DONC UN PROBLEME DE PREALABLES, SUR LESQUELS NOUS ETIONS, EN ACCORD AVEC LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES, DECIDES A PRENDRE DES MESURES. NOUS AVONS EU CERTAINES SATISFACTIONS, COMME LE DEMEMBREMENT PARTIEL DES MONTANTS COMPENSATOIRES SUR LES PRODUITS LAITIERS, PARTICULIEREMENT LE FROMAGE. IL Y A D'AUTRES PROBLEMES IMMEDIATS QUI SE POSENT £ NOUS LES RESOUDRONS, MAIS NOUS SERONS FIDELES A NOS ENGAGEMENTS COMMUNAUTAIRES

QUESTION.- MONSIEUR LE PRESIDENT, ALLEZ-VOUS MULTIPLIER LES DEPLACEMENTS TECHNIQUES DE CE GENRE DANS LES SEMAINES QUI VIENNENT, S'IL VOUS PLAIT ? LE PRESIDENT.- JE VAIS VOUS REPONDRE. QUESTION.- DES JOURNALISTES ONT VU DANS VOTRE VENUE UN PREALABLE POLITIQUE AUX PROCHAINES ELECTIONS LEGISLATIVES. POUVEZ-VOUS NOUS DIRE CE QU'IL EN EST ? LE PRESIDENT.- JE VAIS VOUS REPONDRE TOUT DE SUITE : JE NE SUIS PAS CANDIDAT. ALORS, L'AUTRE QUESTION : OUI, EFFECTIVEMENT, J'AI L'INTENTION DE FAIRE UN CERTAIN NOMBRE DE DEPLACEMENTS DE CETTE _NATURE, PARCE QUE JE CROIS QU'IL EST IMPORTANT, DANS LES CIRCONSTANCES ACTUELLES ET DANS TOUTES CIRCONSTANCES, DE MONTRER AUX FRANCAIS QUE LE GOUVERNEMENT ET LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE SE PREOCCUPENT DES GRANDS PROBLEMES CONCRETS DE LA FRANCE. JE L'AI FAIT A PROPOS DU PROBLEME DE LA CONSTRUCTION `LOGEMENT`, VOUS VOUS EN SOLIVENEZ IL Y A QUIELQUES SEMAINES A ODI FANS `18 ILIILI ET 1977` JE LE FAIS

SONO ALLONDONINA A DODDO DE LA ODIONITADE DE LE ESDALA OSMANIE

DONC AUJOURD'HUI A PROPOS DE L'AGRICULTURE. JE LE FERAI LA SEMAINE PROCHAINE, A PROPOS DES PROBLEMES DE LA POLITIQUE DE LA MONTAGNE ET DE L'ENVIRONNEMENT, EN ME RENDANT DANS LE MASSIF DES ALPES, MARDI `VISITE A VALLOUISE, 23 AOUT 1977`. JE CONTINUERAI A FAIRE D'AUTRES DEPLACEMENTS DE CETTE NATURE

-\

`REPONSE` JE VOUDRAIS DEMANDER A MESSIEURS LES JOURNALISTES DE LA TELEVISION, DE LA RADIO ET DE LA PRESSE ECRITE DE RETENIR DE CE DEPLACEMENT, EN DEHORS OU A COTE DES PRECISIONS ET ASPECTS TECHNIQUES QU'IL PEUT COMPORTER, LA NECESSITE POUR LA FRANCE D'ETRE CONSCIENTE DE CE QUE SON AGRICULTURE REPRESENTE POUR ELLE. JE VOUS AI CITE QUELQUES CHIFFRES TOUT A L'HEURE ET JE ME CONTENTERAI D'EN CITER UN DERNIER : LE MONTANT DES EXPORTATIONS AGRICOLES DE LA FRANCE, EN 1977, SERA DE-L-ORDRE DE 45 MILLIARDS DE FRANCS, ET CES 45 MILLIARDS DE FRANCS FERONT DE LA FRANCE LE DEUXIEME EXPORTATEUR DE PRODUITS AGRICOLES MONDIAL. IL Y A LES ETATS-UNIS ET PUIS IL Y A ENSUITE LA FRANCE. SANS DOUTE CES EXPORTATIONS SONT TRES DIVERSIFIEES, ET, DONC, ON NE PEUT PAS LES COMPARER EXACTEMENT AUX EXPORTATIONS DE TEL OU TEL AUTRE PAYS, MAIS EN VOLUME DEUXIEME EXPORTATEUR MONDIAL. ET, A UN MOMENT OU LA FRANCE MANQUE DE RESSOURCES NATURELLES, QUE CE SOIENT DES RESSOURCES D'ENERGIE OU D'AUTRES RESSOURCES NATURELLES, ELLE A LE DEVOIR ET L'INTERET DE TIRER TRES LARGEMENT PARTI DES PRODUITS DE SON SOL. OR, IL FAUT SAVOIR QUE, CONTRAIREMENT A CE QUE L'ON IMAGINE, A L'HEURE ACTUELLE, NOUS NE TIRONS PAS COMPLETEMENT PARTI DES RESSOURCES DE NOTRE SOL, IL Y A PLACE POUR UN LARGE DEVELOPPEMENT DE NOTRE PRODUCTION AGRICOLE TRANSFORMEE ET VALORISEE ET CECI EST ET SERA UN FACTEUR ESSENTIEL DE L'EQUILIBRE ET DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE FRANCAISE DANS LES ANNEES A VENIR. ET J'AI ETE HEUREUX DE RENCONTRER ICI LES AGRICULTEURS AU TRAVAIL SUR LEUR TERRE, AU SERVICE DE L'ECONOMIE FRANCAISE

-\